



Le gouvernement allemand se prépare à la censure d'Internet et au déploiement des forces armées

Par [Ulrich Rippert](#)

Mondialisation.ca, 24 mars 2020

[wsws.org](https://www.wsws.org) 23 mars 2020

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#), [Militarisation](#)

Analyses: [COVID-19](#)

La pandémie de COVID-19 met en évidence le caractère de classe de la politique. Le système de santé a été réduit en pièces, les hôpitaux ont été privatisés et pillés à des fins lucratives, les capacités des laboratoires et les possibilités de traitement à l'échelle nationale ont été massivement restreintes.

Malgré les avertissements de la Chine, aucune préparation n'a été faite pour protéger la population. Le gouvernement ne se préoccupe que des intérêts des grandes entreprises et met des ressources financières illimitées à la disposition des sociétés et des banques. Bien que le danger du virus soit connu et que la vie publique ait été considérablement restreinte, de nombreux travailleurs sont contraints de poursuivre leur travail sans protection adéquate.

La résistance s'accroît contre cette irresponsabilité criminelle du gouvernement et des employeurs. Divers groupes d'opposition se forment sur Internet pour réfuter la propagande du gouvernement et décrire et combattre les conditions dramatiques dans les hôpitaux, les postes de secours, les établissements de soins et les usines, mais aussi les effets dévastateurs des mesures gouvernementales sur les travailleurs en situation d'emploi précaire.



Angela Merkel

(Wikipedia Commons)

Les politiciens ont répondu à cette opposition par des appels à la censure et à des mesures dictatoriales.

Au début de la semaine, le ministre de l'intérieur de Basse-Saxe, Boris Pistorius (Parti social-démocrate, SPD), a demandé que des sanctions soient prises contre la diffusion de «fausses nouvelles» en rapport avec la pandémie de coronavirus. Il a exigé que le gouvernement intervienne d'urgence, en déclarant: «Il doit être interdit de diffuser publiquement de fausses allégations sur la situation de l'approvisionnement de la population, les soins médicaux ou la cause, les modes d'infection, le diagnostic et la thérapie du COVID-19.»

Selon Pistorius, le gouvernement doit examiner si les interdictions pourraient déjà être fondées sur la loi de protection contre les infections. Si ce n'est pas le cas, le code pénal ou la loi sur les infractions administratives devraient être modifiés «le plus rapidement possible».

La plus grande désinformation qui se répand actuellement vient du gouvernement lui-même. Il prétend que le système de santé allemand est bien préparé à la propagation de la pandémie, et que personne n'a à s'inquiéter. Pendant des semaines, le gouvernement a minimisé les dangers.

Du fait que la réalité a réfuté sa propagande, toute critique à son égard doit être criminalisée et réprimée. Si Pistorius obtient ce qu'il veut, le gouvernement appliquera rigoureusement son monopole sur l'information et l'opinion. C'est un appel à la censure et à la dictature.

Pistorius est connu depuis longtemps comme un social-démocrate de droite dans la tradition de Gustav Noske, celui qui, pendant la révolution de novembre 1918, s'était allié à l'armée allemande et aux Freikorps d'extrême droite pour réprimer l'opposition des travailleurs à l'ordre des élites.

Depuis sept ans, en tant que ministre de l'intérieur de Basse-Saxe, il prône une politique stricte de droite contre les réfugiés et pour le renforcement des pouvoirs répressifs de l'État. En été 2017, il a présenté une prise de position du SPD sur la politique intérieure, dont le point central était le renforcement de la police fédérale sur le plan financier et en personnel. Un an plus tard, plus de 10.000 personnes ont manifesté à Hanovre contre la nouvelle loi sur la police de Basse-Saxe, que Pistorius avait rédigée, car elle étend massivement les pouvoirs des autorités sécuritaires tout en restreignant les droits civils élémentaires.

Avec son appel à la censure et aux mesures d'état policier Pistorius parle au nom d'un parti qui a toujours répondu aux situations de crise et à la résistance de la population en appelant à l'État fort et aux mesures dictatoriales. Pistorius est issu de la même tendance politique que l'ancien chancelier allemand Gerhard Schröder, qui a brutalement démoli les systèmes de protection sociale avec les lois Hartz. Depuis trois ans, il vit également avec la quatrième femme de Schröder, Doris Schröder-Köpf, dont l'ancien chancelier s'est séparé en 2015.

Il ne fait aucun doute que la lutte contre la pandémie nécessite la restriction des contacts sociaux et de la liberté de mouvement individuelle. Cependant, il ne faut pas permettre que les conditions d'une dictature soient créées sous le slogan «la nécessité fait loi!» La pandémie de coronavirus, ses conséquences sanitaires, sociales et économiques inquiétantes et les mesures drastiques nécessaires pour la combattre soulèvent la question de savoir qui exerce le pouvoir et contrôle l'État - l'oligarchie financière ou la classe

ouvrière?

Partout, la classe dirigeante tente d'utiliser les mesures contre la crise de Coronavirus pour renforcer son pouvoir. Selon les informations de la DPA et du *Spiegel*, le président du Bundestag (parlement fédéral), Wolfgang Schäuble (Union chrétienne-démocrate, CDU), par exemple, a proposé aux dirigeants des groupes parlementaires d'élargir les lois d'urgence en modifiant la constitution.

Les lois d'urgence, qui ont été adoptées en mai 1968 au milieu des plus grandes grèves ouvrières et manifestations étudiantes de l'après-guerre, confèrent à l'État des pouvoirs quasi-dictatoriaux dans les situations de crise (catastrophe naturelle, soulèvement, guerre). Elles permettent entre autres de remplacer le Bundestag et le Bundesrat (la chambre haute du parlement) par un parlement d'urgence, le «Comité mixte». Ce comité ne se compose que de 48 membres sélectionnés mais dispose des pleins pouvoirs des deux chambres du parlement et annulerait donc largement le système parlementaire existant. Schäuble a maintenant évoqué l'idée d'inclure une réglementation similaire dans la constitution pour le cas d'une épidémie.

Le déploiement de la Bundeswehr (forces armées), que la ministre de la Défense Annegret Kramp-Karrenbauer a annoncé jeudi lors d'une conférence de presse, doit également être considéré dans ce contexte. Pour l'instant, l'accent est mis sur les tâches logistiques. La Bundeswehr dispose de cinq hôpitaux spécifiques, de 3000 médecins, d'hôpitaux militaires mobiles ainsi que de capacités logistiques et de transport pouvant être utilisées dans la lutte contre le virus.

Mais ce que Kramp-Karrenbauer a en tête va plus loin. Outre le déploiement de jusqu'à 50.000 soldats, il est également question de mobiliser 75.000 réservistes. Lors de la conférence de presse, la ministre de la défense a souligné que les troupes ne seront pleinement déployées que lorsque les autorités et les organisations civiles «auront atteint la limite de leurs capacités». Elle a affirmé que dans le domaine de la sécurité et de l'ordre, l'aide de l'armée ne serait «disponible que dans des conditions strictes», mais dans un ordre quotidien aux troupes, elle a écrit: «Nous aiderons pour les soins de santé et, si nécessaire, pour assurer l'infrastructure et l'approvisionnement ainsi que le maintien de la sécurité et de l'ordre.»

Le chef d'état-major Alfons Mais a écrit aux soldats que la Bundeswehr avait désormais pour tâche de maintenir la disponibilité opérationnelle pour tout soutien nécessaire. «Nous sommes au début d'une route dont nous ne pouvons pas encore estimer la direction et la longueur», a-t-il déclaré.

En Bavière, le gouvernement conservateur de l'État a déclaré une situation de catastrophe lundi dernier. Cela leur permet de prendre des mesures de grande envergure contre la propagation du coronavirus et d'appeler les citoyens à apporter leur aide sous forme de «services, de matériel et de travail». Toutefois, la situation de catastrophe signifie également une atteinte profonde aux droits démocratiques, qui peut être utilisée pour supprimer l'opposition sociale et politique. Les travailleurs doivent être sur leurs gardes.

Ulrich Rippert

Articles Par : **[Ulrich Rippert](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca